

Réforme ferroviaire : l'UNSA reçue par le Premier ministre

Le Premier ministre, Edouard Philippe, a reçu, le 7 mai, les confédérations avec leurs fédérations représentatives du secteur ferroviaire.

La délégation de l'UNSA était composée de Luc Bérille, Secrétaire général, et, pour l'UNSA Ferroviaire, de Roger Dillenseger, Fanny Arav, Florent Monteilhet et Nathalie Wetzel.

Le Premier ministre a redit que le gouvernement n'entendait pas remettre en cause le principe de l'ouverture à la concurrence, celui de la fin du recrutement au statut pour les entrants à partir de janvier 2020 et, enfin, celui du changement de statut de l'entreprise.

Il a cependant ouvert sur un certain nombre d'engagements :

- des discussions dans les 2 semaines à venir avec le ministère des transports en vue d'aboutir à des amendements du projet de loi que pourrait porter le gouvernement lors de son passage au sénat, fin mai : L'objectif serait d'apporter des garanties législatives pour sécuriser socialement les transferts, mais aussi pour garantir l'unité sociale du futur groupe public ferroviaire;

- des engagements généraux vis-à-vis de la reprise de la dette et du financement de l'investissement dans l'objectif d'aboutir à ce que le futur groupe public ferroviaire revienne à un équilibre financier dans la période 2020-2022 : Ces engagements seront concrétisés en masse financière précise et échéancier lors d'une nouvelle rencontre avec les organisations syndicales vers la fin mai, avant le débat au sénat;

- des engagements pour un cadrage des négociations de la future convention collective du ferroviaire.

Pour l'UNSA et l'UNSA Ferroviaire, ces engagements sont positifs mais ils ne peuvent être confondus avec les garanties économiques et sociales que nous revendiquons pour structurer le nouveau pacte social d'un marché ferroviaire ouvert.

C'est sur l'évolution des discussions dans les 15 jours à venir et, surtout, leurs résultats concrets que nous jugerons de la réalité ou non des avancées.

La mobilisation continue. L'interfédérale ferroviaire du 9 mai en discutera les modalités.

Fonction publique : mobilisation pour le 22 mai 2018

Les neuf organisations syndicales représentatives dans la Fonction publique (CGT, CFTD, FO, UNSA, FSU, Solidaires, CFTC, CGC, FA) appellent l'ensemble des personnels de la Fonction publique de l'État, de la Fonction publique Hospitalière et de la Fonction publique Territoriale à la grève et aux manifestations le mardi 22 mai 2018.

Elles exigent un dialogue social respectueux des représentants des personnels et appellent les agents à dire leur rejet du projet de suppression de 120 000 emplois et le recours accru au contrat qui dégraderont les conditions de travail des agent-es, considérant que le développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut de même que la possible rémunération « au mérite » assise sur des critères antinomiques de ceux du service public.

Elles rappellent leur opposition à la remise en cause des CAP et à la disparition des CHSCT, comme à toutes mobilités forcées vers le secteur privé.

Dans le cadre du rendez-vous salarial du mois de juin, les organisations appellent les agents à exiger que le gouvernement propose des mesures qui permettent une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous : fin du gel de la valeur du point d'indice et sa revalorisation, rattrapage des pertes subies, abrogation de la journée de carence, compensation pérenne de la hausse de la CSG, respect des engagements en matière d'évolution de carrière, amélioration des déroulements de carrière.

Les organisations sont attachées à une Fonction publique rendant des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l'ensemble du territoire, aux valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale, à la nécessité aussi de conforter les agent-es dans leurs rôles et dans leurs missions.

Fortes de ces valeurs, elles appellent le Gouvernement à être extrêmement vigilant sur les suites à donner au futur rapport du Comité Action Publique 2022.

Pour en savoir plus :

<http://www.unsa-fp.org/?22-mai-les-organisations-preparent-la-mobilisation-dans-la-Fonction-publique>

Patrick Alpoim, Secrétaire général de l'UNSA Télécoms

Le congrès de la Fédération télécoms a eu lieu le 25 avril dans les locaux de l'UNSA à Bagnolet.

Des militants d'orange et de SFR/Altice étaient présents pour échanger sur le bilan de la fédération et de l'actualité.

Lors de ce Congrès la liste des membres du bureau fédéral a été élue à l'unanimité.

Patrick Alpoim a été élu à l'unanimité Secrétaire général de la fédération ainsi que Pascale Fichaut, Trésorière.

Fonction publique : début des discussions sur le chantier du dialogue social

L'UNSA Fonction Publique a demandé au gouvernement de se saisir de l'amélioration de la santé, de la sécurité et des conditions de travail, lors de la première réunion sur le chantier du dialogue social dans la Fonction publique du 3 mai et de ne pas fusionner, purement et simplement, les CHSCT avec les Comités Techniques.

Pour l'UNSA, les dernières études de la DARES démontrent que les risques professionnels se maintiennent à un niveau élevé et que les risques psychosociaux continuent à se développer.

Face à des défis majeurs auxquels les agents publics sont confrontés et ont en perspective, comme le vieillissement avec l'allongement des carrières, les mutations technologies avec la numérisation et les restructurations possibles avec la réforme de la Fonction publique « Action Publique 2022 », le gouvernement propose de jouer au mécano en métamorphosant les CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) en formation spécialisée d'une assemblée plénière, au mieux !

L'UNSA Fonction Publique demande au gouvernement de porter une réelle ambition pour améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents avec des mesures concrètes et non de mener une réforme "de et par principe".

Lien vers le site de l'UNSA-FP :

<http://www.unsa-fp.org/?Vers-la-metamorphose-des-CHSCT>

Répondez à l'enquête CESE-IFOP !

L'UNSA est représentée au Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Depuis plusieurs mois, ce dernier se prépare à une réforme visant à faire évoluer son fonctionnement et à renforcer la prise en compte des préoccupations et propositions de la société civile par les pouvoirs publics.

Dans ce cadre, le CESE mène avec l'IFOP une grande consultation à laquelle vous êtes invité-e-s à participer jusqu'au 16 mai prochain.

Pour trouver le lien et donner votre avis, allez sur www.unsa.org

Bilan du Forum Action Publique : attachement élevé au Service Public et à ses valeurs

Alors que le gouvernement vient de présenter les résultats de sa consultation sur la Fonction publique, l'UNSA Fonction Publique note la faiblesse de la participation (17 000 internautes).

Cependant, les usagers et les agents qui ont répondu ont fait part de leur attachement au service public, à ses valeurs : sens de l'intérêt général, égalité de traitement, continuité du service public et protection de la population la plus fragile.

Une alerte est donnée notamment par les plus âgés : pas de dématérialisation totale, mais souhait de conserver des contacts humains dans les relations avec l'administration.

Pour les agents et les usagers, le périmètre actuel des missions de service public doit être conservé, et l'action des services publics doit même être renforcée dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la sécurité et des transports !

La partie à destination des agents publics montre un besoin de reconnaissance et une demande de facilitation des mobilités.

Ce sont de véritables enjeux que portent l'UNSA et auxquels le gouvernement se doit de répondre.

Lire l'article complet :

<http://www.unsa-fp.org/?Forum-de-l-Action-Publique-les-resultats-et-les-enseignements-de-la>